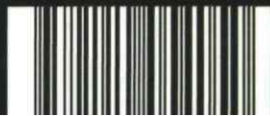


société

Migration et développement

Christophe Z. Guilmoto
et **Frédéric Sandron**

Les études de La **documentation** Française



Chez le même éditeur

« Les migrations internationales », Séverine Chappaz (dir.), *Cahiers français*, n° 307, 2002.

Immigration, marché du travail, intégration, François Héran, Maryse Aoudai, Jean-Luc Richard, Commissariat général du plan, 2002

Une Europe en évolution. Les flux migratoires au xx^e siècle, Bulent Kaya, Conseil de l'Europe, 2002.

Le monde en développement, démographie et enjeux socio-économiques, Yves Charbit (dir.), coll. Les études, 2002.

« Le droit d'asile en question », François Julien-Laferrière, *Problèmes politiques et sociaux*, n° 880, septembre 2002.

La population des pays en développement, Yves Charbit (dir.), coll. Les études, 2001.

Pour Anouk et Ante, migrants

Migration et développement

Christophe Z. Guilmoto,

Directeur de recherche en démographie
à l'Institut de recherche pour le développement

et **Frédéric Sandron,**

Chargé de recherche en démographie
à l'Institut de recherche pour le développement

Ce texte paraît simultanément dans le périodique
Notes et études documentaires n° 5172
et dans la collection Les études de La **documentation** Française

Collection dirigée par Isabelle Crucifix
Conception graphique : Intégral Concept – Pippo Lionni
© La **documentation** Française, Paris, 2003.

« En application de la loi du 11 mars 1957 (article 41) et du Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur.
Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre. »

Sommaire

Introduction	7
1. Le contexte de la migration	11
L'élan démographique	12
L'urbanisation est la première des migrations	13
Les inégalités salariales entre pays	15
Les secteurs économiques	17
Structure des échanges et commerce international	18
Le capital humain	19
Les fragilités du milieu	20
L'héritage colonial	21
Vision d'ensemble	23
2. La logique migratoire	27
Coûts et bénéfices migratoires	27
Inexistence ou imperfection des marchés	30
La migration contre le risque	32
Expliquer la migration dans les pays en développement	35
3. Évolution et typologie des migrations	39
Perspectives historiques des changements migratoires	39
Typologie des migrations contemporaines	43
Mouvements temporaires et réversibles	45
Migrations de longue durée	48
Les migrations forcées	52
4. La mesure de la migration et les flux contemporains	55
La mesure de la migration	55
La migration internationale en début de ^{xxi} siècle	57
Flux migratoires 1995-2000	62
5. Les grands systèmes migratoires dans les pays en développement	69
Amériques et Caraïbes : un système polarisé	70
L'Afrique subsaharienne : la fuite et le refuge	72
Le bassin migratoire en Méditerranée	75
L'Asie : un système en devenir	76
Les tendances régionales depuis 1950	81
6. Les politiques migratoires	85
De l'ouverture à la fermeture	85
De l'utilité du migrant	88
Les politiques d'accueil envers les migrants qualifiés	92
Réfugiés et demande d'asile	96
Politique d'immigration et croissance démographique	97
Les politiques de migrations internes	99
Le mythe du contrôle	102

7. Organisation de l'émigration	105
Les réseaux communautaires	105
Les diasporas	110
Les services marchands	113
Les associations de migrants hautement qualifiés	117
La recherche de la flexibilité	119
8. L'émigration : un facteur de développement ?	121
Les transferts monétaires et leur utilisation	121
Impacts économiques des transferts	125
Autres impacts de l'émigration et des transferts	127
Le migrant acteur du développement	131
L'émigration : un des facteurs possibles du développement	134
Conclusion	137
Annexes	141
Bibliographie	141

Christophe Z. Guilmoto a rédigé les cinq premiers chapitres et Frédéric Sandron les trois derniers.

Les opinions exprimées dans cette étude n'engagent que leurs auteurs.

Expulsion *manu militari* d'Indonésiens travaillant en Malaisie, conflits en Côte d'Ivoire autour de la question de la nationalité, resserrement de la politique américaine des visas après le 11 septembre, controverse franco-britannique autour d'un centre de réfugiés... Ces images de migrants et réfugiés qui ne font parler d'eux qu'à l'occasion des pires crises tendent à éclipser les millions de personnes qui choisissent chaque année de se déplacer d'un lieu à l'autre pour améliorer leur sort. À vrai dire, la marche des migrants qui « votent avec leurs pieds » attire moins l'intérêt des observateurs tant qu'elle respecte le seuil de tolérance arrêté par l'opinion publique et le politique. Les discours de l'économie libérale ont somme toute fort peu d'arguments théoriques pour expliquer pourquoi la libre circulation de la main-d'œuvre, à l'instar de celles des capitaux ou des marchandises, ne devrait pas être dérégularisée et abandonnée à la main invisible du marché.

Face aux inégalités qui caractérisent la planète, certains économistes invoquent la mobilité des facteurs comme mécanisme d'ajustement progressif à des dotations inégales en ressources économiques ou démographiques. Pour remédier au lent redéploiement vers les pays du Sud (1) de certaines ressources, comme le capital financier et l'appareil industriel, la migration semblerait un mode de régulation naturel des déséquilibres internationaux : il suffirait en théorie que, sans attendre le développement économique local, la main-d'œuvre se dirige d'elle-même vers les régions riches, y compris à travers les frontières ou les océans. Elle comblerait ainsi les besoins en population active dans les régions prospères et soulagerait en même temps la pression démographique dans les zones moins avancées. Mais la redistribution humaine qu'entraînent les migrations provoque une recomposition sociale dans les régions d'accueil et de

(1) Le terme de pays du Sud est employé indifféremment avec ceux de pays en développement, de Tiers monde ou encore de pays moins développés selon la classification de l'ONU. Le cas intermédiaire des migrations en provenance des économies en transition de l'Europe de l'Est ne sera pas directement abordé ici.

profondes transformations des mentalités et des usages, allant parfois jusqu'à des conflits brutaux et insolubles. Il n'est donc guère possible de décrire la migration en la limitant aux seuls avantages économiques ou démographiques, car de nombreux mécanismes sociaux freinent les mouvements migratoires bien au-delà des conditions censées les mettre en mouvement.

C'est pourquoi il est nécessaire de tempérer les discours sur les mécanismes de mondialisation, dont l'accent initial mis sur les seuls échanges commerciaux et culturels glisse progressivement vers le jeu migratoire illustrant de manière la plus tangible le brassage des populations. Il semble en effet de prime abord que le bilan des migrations internationales, qui ne faiblissent pas en dépit des barrières érigées par les États, reflète de manière éloquente l'intensification des échanges à l'échelle planétaire et le désenclavement progressif des sociétés et des économies nationales ou régionales. D'après les derniers chiffres des Nations unies, le nombre de migrants internationaux en 2000 est estimé à près de 175 millions, soit 2,9 % de la population du globe, et représenterait à lui seul la cinquième population mondiale après la Chine, l'Inde, les États-Unis et l'Indonésie. Comme nous le verrons, cette poussée migratoire récente résulte plus de l'élargissement des courants que de leur intensification et le démantèlement de l'Union soviétique est pour une bonne part responsable de la hausse brutale du nombre de migrants dans le monde. Mais au-delà de cette approche strictement numérique, on observe que les identités nationales se reconstruisent tout aussi vite, que les particularismes s'affirment et que la venue des migrants peut être de plus en plus ressentie comme une menace à l'équilibre des sociétés d'accueil, provoquant des blocages ou des troubles. Ces tensions entre autochtones et nouveaux venus sont perceptibles au sein même des strictes frontières nationales, dans les pays qui connaissent de vigoureux mouvements de redistribution interrégionale de population comme l'Indonésie ou la Chine. La mondialisation de l'échange démographique reste donc encore un mythe, du fait des formidables résistances locales qui ralentissent considérablement les mouvements humains ou les privent de toute reconnaissance sociale ou politique.

Il est d'ailleurs révélateur que certains des déplacements humains les plus massifs ont eu lieu durant les siècles précédents, plutôt que pendant les dix dernières années. Les aléas apparents du peuplement du monde d'aujourd'hui portent en effet la trace profonde de migrations internationales datant de la période coloniale et qui ont mené des Indiens à Trinidad ou Fidji, des Chinois en Malaisie ou en Californie, des Africains en Colombie ou au Yémen, des Japonais au Brésil, des Libanais en Argentine ou au Sénégal, et naturellement des Européens au Chili ou en Afrique du Sud. Il serait donc simpliste d'imaginer la migration comme un phénomène nouveau, porté par l'intensification rapide des échanges et l'abaissement régulier des coûts de transport, en ignorant la longue histoire du peuplement mondial et les épisodes les plus importants des deux derniers siècles.

Il demeure que la question migratoire revêt aujourd'hui un nombre d'enjeux considérables pour les sociétés du Nord et du Sud, car elle met en lumière la géographie complexe des déséquilibres du monde contemporain, aussi bien en matière politique, sociale ou économique. Pour la seule dimension démographique, les sociétés contemporaines doivent une part croissante de leur dynamisme à l'apport migratoire, qu'il s'agisse de redistribution des populations

aux seins des pays, notamment entre campagnes et villes, ou encore des migrations internationales. La migration est d'ailleurs tenue pour la conséquence mécanique de la croissance démographique, comme celle qu'ont connu par exemple les pays du Tiers monde ; mais il n'est pas moins raisonnable, en renversant cette perspective, de rappeler que les fluctuations migratoires sont appelées à devenir une cause majeure de variation et de changement dans un univers démographique qui tend à s'homogénéiser. Elles sont dès à présent le moteur obligé de la continuité des activités économiques de régions dont l'accroissement naturel est déclinant, quand il n'a pas déjà atteint un seuil négatif comme dans plusieurs pays industrialisés. L'apport de nouveaux venus dans les populations, qu'il s'agisse d'actifs, d'enfants mais également de retraités, devient un ingrédient indispensable de l'essor local, régional ou national. La diversification des courants migratoires, plus que l'augmentation de leurs volumes, est sans doute le trait le plus marquant des changements contemporains dans le régime migratoire et reflète notamment la forte hétérogénéité et les fluctuations des économies régionales, voire la forte instabilité du système politico-économique international et ses soubresauts épisodiques.

La migration est généralement abordée comme un phénomène affectant les nations industrialisées et les discussions afférentes, souvent nourries par des urgences politiques parfois éloignées de la réalité du phénomène migratoire, tendent à se concentrer sur les conséquences de l'arrivée des migrants sur le tissu social et les communautés urbaines, l'appareil scolaire ou encore le marché du travail dans les pays riches, alors que les grandes vagues migratoires sont souvent derrière nous comme en Europe de l'Ouest. La France, qui ne s'est réconciliée que tardivement avec sa grande tradition migratoire datant du XIX^e siècle, dispose désormais d'une riche littérature historique ou sociologique sur l'insertion des migrants. Mais de telles approches ne permettent pas de comprendre la logique du phénomène dans son ensemble, dans la mesure où elles n'examinent que le segment final du parcours migratoire et les conséquences sociales ou économiques de l'arrivée de nouveaux venus dans les pays d'accueil. Le trajet des migrants, vu dans ses aspects géographiques, économiques ou sociaux, est naturellement beaucoup plus complexe et leur arrivée dans les régions d'installation n'est que l'aboutissement d'une longue entreprise de mobilité sociale qui a pris forme dans le pays d'origine.

Pour corriger cette perspective qui privilégie les seules régions d'accueil, il faut considérer de manière plus systématique le contexte des pays du Sud et les motivations de leurs habitants qui constituent la grande majorité des candidats à la migration. Cet ouvrage mettra ainsi davantage l'accent sur les causes et les conditions de la pression migratoire contemporaine que sur les effets ressentis dans les pays et régions importatrices de main-d'œuvre déjà abondamment étudiés. Le paysage des pays en développement, au-delà de la grande variété des situations qui les caractérisent, présente en effet des traits spécifiques et une évolution qui conditionnent en grande partie la propension à migrer, et ceci de manière souvent indépendante de la conjoncture économique des pays d'accueil et du renforcement progressif des barrières à la migration vers les pays riches. Il sera aussi rappelé que les migrations internes, au sein même des pays en développement, absorbent du point de vue numérique un volume de migrants beaucoup plus important que les échanges internationaux.